Introduction

par Fabio Padoa

Président de l'Association de Genève

Reprenant sous un angle nouveau un sujet auquel il a consacré une série d'études précédentes, le Professeur Feldstein traite pour l'Association de Genève des effets de la sécurité sociale sur le niveau de l'épargne. Le propre des sciences de l'homme, telles que l'économie, est de ne pouvoir qu'approcher la vérité, en indiquer les contours, sans être à même de la cerner complètement. La somme des coïncidences allant dans le même sens ainsi que la comparaison entre situations analogues relevées dans des milieux différents permettent toutefois de vérifier le bien-fondé d'une hypothèse.

Si celle que le Professeur Feldstein énonce est exacte — à savoir que le système de retraite établi par la sécurité sociale réduit le taux de l'épargne individuelle —, une série de conséquences importantes en découle. Nous sommes ici au cœur d'un problème essentiel pour l'avenir des économies avancées. Les difficultés budgétaires de la plupart des systèmes nationaux de sécurité sociale montrent à l'évidence que leur niveau de dépense n'est pas compatible avec l'équilibre des économies au sein desquelles ils agissent. La hausse de la dépense sociale dépassant celle du produit national se révèle comme une des causes majeures de l'inflation, cette forme éminemment anti-sociale de redistribution de la richesse. Pour porter remède à ce déséquilibre, on propose le plus souvent d'agir sur la sécurité sociale elle-même soit du côté de la recette — abatement des plafonds, fiscalisation, assiette basée sur la TVA — soit du côté de la dépense — rationalisation, participation, contrôle.

Mais c'est la croissance elle-même, nous montre le Professeur Feldstein, qui est freinée par un système de sécurité sociale, ou plutôt par ses excès. L'épargne individuelle diminuant, sans être remplacée par l'épargne collective presque inexistante dans un système de répartition, ce sont les moyens disponibles pour alimenter la croissance qui tarissent.

Alors qu'on entend élever le niveau de vie collectif en redistribuant immédiatement une partie des revenus qui seraient autrement accumulés par l'épargne, on étiole la croissance en ralentissant les investissements et on châtie les économiquement faibles en accélérant l'inflation.

Faut-il en déduire que, même du point de vue de l'économiste, seul l'effort individuel volontaire est créateur et que les raccourcis de la facilité, dite sociale, risquent d'éluider les problèmes sans les résoudre véritablement ? Par ses implications qui dépassent le domaine de l'économie pour déboucher sur ceux de la morale et de la politique, le thème proposé par le Professeur Feldstein ouvre de vastes perspectives à la réflexion et à la recherche. Pour les assureurs assemblés au sein de l'Association de Genève, il pose entre autres la question de la juste limite — et peut-être du juste dosage — entre assurance par répartition et assurance par accumulation ou, en d'autres termes, entre assurances sociales et assurance libre.